



CENTRE HOSPITALIER DE CADILLAC

Reconstruction de l'Unité Trélat à Cadillac-sur-Garonne

CCTP - Phase DCE – Ind 2

Lot 15 – Mobilier secondaire

MAITRISE D'OUVRAGE

Maître d'Ouvrage

Centre Hospitalier de Cadillac

89 rue Cazeaux Cazalet

33410 CADILLAC-SUR-GARONNE

Assistant Maître d'Ouvrage

Embase

29 bis boulevard de Strasbourg

33100 TOULOUSE

SSI

CSD & ASSOCIES

30 avenue Hubert Dubedout

33150 CENON

Bureau de Contrôle

Bureau Veritas Construction

30 avenue Gustave Eiffel – Bâtiment A

33600 PESSAC

Coordonnateur SPS

IRIS Coordination

BP90007

33670 LA SAUVE

MAITRISE D'ŒUVRE

Architecte Mandataire

TLR architecture & associés

13 rue Roger Mirassou

33800 BORDEAUX

BE Structure / Economie / VRD / CVC / Elec

AEC Ingénierie

13 rue Roger Mirassou

33800 BORDEAUX

Acousticien

Emacoustic

6 rue de Taffanel

33800 BORDEAUX

OPC

OPMO

19 rue Gounod

33270 FLOIRAC

Architecte d'intérieur

L'atelier Couleur

13 rue Roger Mirassou

33800 BORDEAUX

SOMMAIRE

1. GÉNÉRALITÉS	3
2. DISPOSITIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES	3
2.1 OBSERVATIONS GENERALES	3
2.2 NORMES ET REGLEMENTS	4
2.2.1 Exigences communes.....	4
2.2.2 Exigences et normes relatives aux dispositifs médicaux.....	5
2.3 QUALITE DES MATERIAUX.....	6
2.3.1 Matériaux	6
2.3.2 Caractéristiques des bois.....	6
2.3.3 Panneaux agglomérés.....	6
2.3.4 Panneaux contreplaqués.....	6
2.3.5 Colles.....	6
2.3.6 Echantillons	6
2.4 SUJETIONS D'EXECUTIONS ET DE MISE EN ŒUVRE	7
2.4.1 Généralités.....	7
2.4.2 Assemblage des pièces de menuiseries	7
2.4.3 Joints embrevés.....	7
2.4.4 Indépendance des ensembles	7
2.4.5 Implantations, pose et fixation.....	7
2.5 PROTECTION DES OUVRAGES.....	8
2.5.1 Traitement des bois.....	8
2.5.2 Protection des pièces métalliques	8
2.5.3 Stockage sur site	8
2.5.4 Protection provisoire	8
2.6 NOTE SUR LA DESCRIPTION DES PRESTATIONS	8
3. NOMENCLATURE DES ELEMENTS MOBILIERS DE LA CONSULTATION	9

1. GÉNÉRALITÉS

Le présent CCTP a pour objet la fourniture et la mise en œuvre du mobilier secondaire de l'unité Trélat sur le site du CH de Cadillac.

La consultation porte sur les éléments suivants :

- ✓ Lits
- ✓ Tables, bureaux et assises
- ✓ Fauteuils
- ✓ Mobiliers extérieurs

Au regard de la nomenclature de l'article 3.

2. DISPOSITIONS ET PRESCRIPTIONS GENERALES

2.1 OBSERVATIONS GENERALES

Il est rappelé que la présente consultation concerne la fourniture et la mise en œuvre des éléments mobiliers.

Le titulaire du marché assurera :

- La livraison en franco de port et d'emballages dans le respect des délais,
- Le déchargement sur site de l'Unité Trélat de Cadillac,
- Le montage,
- La mise en place dans chaque local concerné,
- Le nettoyage des éléments le cas échéant,
- La mise en service,
- La formation (le fonctionnement, l'entretien, la petite maintenance),
- L'évacuation de tous les emballages,
- Le Service Après-Vente (SAV) au titre de la garantie technique,

Ainsi que :

- La fourniture de catalogues,
- La fourniture de fiches techniques,
- Le suivi commercial,
- Le maintien de la qualité des articles sur toute la durée du marché,
- Le conseil et l'expertise.

Les différentes pièces écrites, comme les plans dans leur expression graphique, ont été rédigées aussi exactement que possible afin de renseigner les opérateurs économiques avec le maximum de précisions.

Il convient toutefois de signaler qu'aucune pièce ne peut être considérée comme élément à caractère limitatif par rapport aux prestations à fournir.

Par le seul fait de soumissionner, chaque opérateur économique reconnaît avoir examiné avec soin toutes les pièces du dossier et avoir signalé au Maître d'œuvre les imprécisions, omissions ou contradictions qu'il aurait pu relever et que toutes solutions y ont été apportées, ou qu'il a personnellement envisagé et pris à son compte toutes mesures propres à y remédier.

De ce fait, aucune omission ou insuffisance de précision, défaut de prévisions de la part de l'opérateur, faute de compléments d'études ou tous autres motifs ne sauraient être invoqués par lui, après remise des offres comme en cours d'exécution, pour le soustraire ou tenter de réduire l'importance de ses obligations.

De même, aucun opérateur ne pourrait non plus réclamer de supplément en s'appuyant sur ce que des désignations mentionnées sur les plans et devis pourraient présenter d'inexact, d'incomplet ou de

contradictoire, ou sur des omissions évidentes qui pourraient se révéler, mais également non dénoncées avant la remise des offres.

Par ailleurs, il est fait rappel du prix global et forfaitaire des prestations à réaliser.

2.2 NORMES ET REGLEMENTS

Les prestations seront exécutées conformément aux règles de l'art et à la réglementation applicable en France, telle qu'elle se trouvera être en vigueur à la date de remise des offres.

En particulier, les prestations seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions et/ou le(s) document(s) suivant(s) - liste non limitative et donnée à titre indicatif.

Les matériels proposés devront notamment répondre aux règlements et normes relatifs :

- Au classement au feu des matériels
- Au droit du travail
- Aux installations électriques, électromagnétiques
- Au bruit
- A la sécurité des personnes

2.2.1 EXIGENCES COMMUNES

L'ensemble des matériels doit être conçu pour une utilisation régulière et ne doit pas causer de dommages corporels aux résidents, aux personnels soignants et aux tiers.

Les matériels doivent répondre aux exigences suivantes :

- Les zones de pincement doivent être rendues inaccessibles et le passage des doigts étudié pour minimiser tout risque de coincement,
- Les matériels doivent être particulièrement stables à la charge et robustes,
- Les matériels doivent être résistants aux chocs, aux rayures et aux produits pharmaceutiques,
- Les matériels doivent répondre aux exigences d'ergonomie dans leur conception de manière à ce qu'ils répondent aux mieux aux fonctions pour lesquelles ils sont destinés,
- Les matériels doivent assurer, dans une sécurité maximum, un confort d'utilisation tant pour les résidents que pour le personnel soignant,
- Les matériels doivent pouvoir se nettoyer facilement avec les produits de nettoyage usuels y compris les roulettes le cas échéant (ils doivent résister aux détergents et aux produits désinfectants usuels hospitaliers),
- Les matériels ne doivent pas comporter d'éléments qui favorisent la rétention de poussière, de liquides,
- Les surfaces doivent être les plus lisses possibles et les assemblages doivent être conçus de manière à minimiser les saillies, les rebords et les recoins,
- Les chants des meubles doivent être arrondis ou chanfreinés,
- Les mobiliers doivent résister à la lumière,
- Chaque article doit être conforme aux caractéristiques exigées dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et notamment :
 - Simplicité d'usage
 - Confort
 - Ergonomie

- Encombrement
- Capacité de l'équipement à faciliter le travail des agents
-

Les lits médicalisés et les matelas seront garantis 5 ans.

Les autres mobiliers seront garantis minimum 2 ans.

Les matériels proposés devront être compatibles avec la nature des sols des différents locaux, à savoir :

- Sols carrelés,
- Sols PVC

2.2.2 EXIGENCES ET NORMES RELATIVES AUX DISPOSITIFS MEDICAUX

Les matériels médicaux doivent être conformes à la Directive européenne N° 93/42/CEE du 14.06.1993 sur les dispositifs médicaux et au décret N° 95-292 du 16 mars 1995 relatif aux dispositifs médicaux.

L'ensemble des produits identifiés comme « Dispositifs Médicaux » devra :

- ✓ Etre conçu de telle sorte que leur utilisation, dans les conditions et aux fins prévues, ne compromette pas l'état et la sécurité des résidents.
- ✓ Etre conçu et fabriqué de manière à ne pas présenter de risques pour le personnel soignant
- ✓ Porter le marquage « CE » qui symbolise la conformité à ces dispositions et le respect des procédures de conformité. Pour justifier de la conformité de ses matériels, le soumissionnaire devra produire à l'appui de son offre, toute pièce attestant cette conformité (avis de certification AFNOR ou par des organismes mandatés tels que CBA, LNE...) agréés par le Ministère de l'industrie.

Les matériels doivent également être conformes à la directive du Conseil 73/23/CEE du 19 février 1973 concernant le rapprochement des législations des Etats membres, relative au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension, modifiée par la directive du Conseil 93/68/CEE du 22 juillet 1993 et au décret n° 95- 1081 du 03 octobre 1995 relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension.

Plus spécifiquement les lits doivent répondre aux normes suivantes :

- NF S 90-312
- NF EN 60601-1
- NF EN 60601-1-1
- NF EN 60601-1-2
- NF EN 60601-1-4
- NF EN 60601-2-38

Plus spécifiquement les supports thérapeutiques (matelas) doivent répondre aux normes suivantes :

- Conformes à la recommandation GPEM D1/90
- NF EN 597-1
- NF EN 597-2

2.3 QUALITE DES MATERIAUX

Généralités : Toutes les mousses et revêtements seront non feu M1 (et M2) et tout mobilier ou partie de mobilier ne pourra servir d'objet contondant.

2.3.1 MATERIAUX

Le matériel, les produits et matériaux énumérés dans le présent CCTP ont été choisis en référence, soit de leurs caractéristiques techniques, leur aspect ou leurs qualités.

Le prestataire qui envisagerait de poser des produits similaires devra clairement le préciser dans son devis estimatif et devra fournir en même temps, les avis techniques, et des échantillons pour justifier de leur équivalence.

Tout produit ne faisant pas l'objet d'un avis technique ou n'étant pas couvert par une assurance ne pourra être retenu.

Le mobilier devra résister au nettoyage chimique et à la vapeur.

2.3.2 CARACTERISTIQUES DES BOIS

Tous les bois seront de classe menuiserie, durs, sains et parfaitement secs, exempts de tous nœuds, fentes et tous autres défauts.

Les rives et arêtes devront être droites et non épaufrées.

L'emploi du mastic à reboucher est interdit pour cacher les nœuds.

Les bois employés pour travaux de menuiserie devront répondre aux exigences des normes en vigueur.

2.3.3 PANNEAUX AGGLOMERES

Les panneaux agglomérés devront provenir d'une fabrication sous label NF CTB-H et avoir subi un traitement hydrofuge et fongicide pour pouvoir être posés dans les pièces humides.

2.3.4 PANNEAUX CONTREPLAQUES

Les panneaux contreplaqués devront provenir d'une fabrication sous label NF CTB-X et seront de classe I à III selon leur utilisation.

2.3.5 COLLES

En règle générale, les colles seront adaptées aux fonctions qu'elles auront à assumer et devront assurer une bonne tenue de l'ouvrage, quel que soit le degré d'humidité de l'assemblage concerné. En outre, les colles employées devront être insensibles aux attaques des moisissures et des champignons. Utiliser de préférence une colle phénol-formol ou résorcine-formol.

2.3.6 ECHANTILLONS

Avant exécution et commande, le prestataire devra présenter à l'agrément du Maître d'œuvre les échantillons de chaque élément prévu, un jeu des échantillons acceptés devra rester sur le chantier.

2.4 SUJETIONS D'EXECUTIONS ET DE MISE EN ŒUVRE

2.4.1 GENERALITES

Le prestataire devra la fourniture de tous les matériaux et le matériel nécessaire à leur mise en œuvre ainsi que tous les transports et manutentions diverses.

Il sera également dû, toutes les prestations annexes nécessaires à la parfaite tenue et finition des ouvrages.

Le prestataire devra en outre se rendre compte sur place de l'état des lieux et des difficultés éventuelles d'exécution des travaux.

Dans la mesure du possible, les pièces de bois seront d'un seul tenant dans leur longueur ; au cas où il s'avérerait nécessaire qu'elles soient en plusieurs parties, elles seront exécutées de telle sorte que leur rigidité et leur durabilité soient identiques à celles des pièces d'un seul tenant.

Les parements apparents seront affleurés et poncés, les rives droites seront sans trace de sciage, flache, épaufrure, les abouts apparents étant dressés. Les bois devant rester bruts et apparents seront exempts de flaches.

Les nœuds des bois devant être peints pourront être, si besoin est, bouchonnés avec des bouchons de même essence, collés en respectant le fil du bois.

Les têtes de pointes tête d'homme et chevilles métalliques seront chassées sur une profondeur supérieure à 1mm sur les parements vus, les traces étant bouchées et rendues invisibles sur les bois devant rester apparents. Il est interdit de dissimuler les défauts d'assemblage ou les défauts du bois, que ce soit au moyen de cales ou de mastic.

2.4.2 ASSEMBLAGE DES PIÈCES DE MENUISERIES

L'étude des assemblages sera particulièrement soignée, assurant une finition des ensembles aussi parfaite que possible.

Les arasements présenteront sur les parements une coupe franche, un joint sans fonction et affleuré. Ils ne comporteront aucun vide susceptible de nuire à l'étanchéité ou à la solidité de la menuiserie.

Les assemblages collés seront exécutés de telle sorte qu'aucun décollement ne puisse se produire dans le temps, par suite des variations dimensionnelles des bois, par retrait, par fendillement de la colle, par suite de l'action de l'humidité ou de l'eau. Les assemblages à tenons et mortaise seront parfaitement ajustés et maintenus à l'aide de chevilles en bois feuillu dur et sec ou en métal d'un modèle agréé.

2.4.3 JOINTS EMBREVES

Les joints embrevés par rainure et languette seront jointifs, le vide entre la languette et le fond de la rainure étant inférieur à 1,5 mm. Les fausses languettes seront en bois feuillu dur.

2.4.4 INDEPENDANCE DES ENSEMBLES

Les dispositifs de fixation et de maintien des ensembles (douilles, pattes, équerres, etc.) dûs au présent lot seront étudiés pour assurer la parfaite tenue des ouvrages.

Un dispositif de désolidarisation sera prévu à tous les endroits nécessaires et en particulier en sous face des poutres et planchers, évitant toutes répercussions du "travail" de l'ossature (dilatations, températures, flèches, etc.) sur les ensembles demandés à ce lot.

2.4.5 IMPLANTATIONS, POSE ET FIXATION

Les ouvrages seront posés avec la plus grande précision à leur emplacement exact. Toutes les précautions nécessaires à la pose et au calage des différents éléments seront à prendre par le prestataire pour leur assurer un aplomb, un alignement et un niveau correct.

Les tolérances de pose des menuiseries précisées au DTU 36.1 ne devront en aucun cas être dépassées.

Dans le cas contraire, les ouvrages devront être déposés et reposés correctement.

La planéité des ouvrages devra répondre aux prescriptions du DTU 36.1.

Les ouvrages seront calés et fixés avec soin, de manière à ne pas pouvoir se déplacer pendant l'exécution des fixations.

Tous les dispositifs de fixation, scellements et calfeutrements des menus ouvrages sont à la charge du présent lot.

2.5 PROTECTION DES OUVRAGES

2.5.1 TRAITEMENT DES BOIS

Tous les bois mis en œuvre dans l'établissement auront subi un traitement préventif conforme aux normes NF B 50 100, NF B 50 101, NF B 50 102 et adaptés aux classes de risques suivant exposition.

Les bois utilisés doivent avoir subi un traitement insecticide, fongicide, et anti-termite reconnu comme efficace au sens des normes NF suivant leurs classes d'exposition aux intempéries.

L'attestation de traitement préventif des bois utilisés sera remise au maître d'œuvre.

Toutes les pièces destinées à rester en contact avec la maçonnerie recevront, après fabrication, une couche de produit insecticide et fongicide.

2.5.2 PROTECTION DES PIÈCES MÉTALLIQUES

Les éléments de quincaillerie, non soumis à mouvement et sujets à oxydation, recevront avant pose une couche de peinture anticorrosion.

2.5.3 STOCKAGE SUR SITE

Les différents ouvrages seront stockés sur le site dans un local ventilé, à l'abri des intempéries et placés de telle sorte que l'air puisse circuler entre les éléments. Tous les frais relatifs à la mise aux conditions d'ambiance déterminées par le DTU sont à la charge du prestataire.

2.5.4 PROTECTION PROVISOIRE

Le prestataire étant seul responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception des fournitures, devra en assurer la protection pendant toute la durée de l'installation, ainsi que la vérification d'aspect, de bonne tenue des ensembles, du bon fonctionnement des parties mobiles (facilité de manœuvre, fonctionnement doux et silencieux, graissage, etc.).

2.6 NOTE SUR LA DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les marques, produits ou type de matériaux, qui peuvent être cités dans les différents articles du chapitre suivant "Description des prestations", sont cités à titre indicatif.

Il est à chaque fois sous-entendu que le prestataire peut proposer un produit ou matériau « techniquement et esthétiquement équivalent » répondant aux prescriptions techniques décrites et assurant les performances demandées.

Par ailleurs, les marques, types et caractéristiques des produits proposés doivent être impérativement indiqués dans l'offre de l'opérateur économique.

3. NOMENCLATURE DES ELEMENTS MOBILIERS DE LA CONSULTATION

Dans les tableaux ci-après sont détaillés les prestations à chiffrer en BASE et Prestations Supplémentaires Envisagées (PSE).

Les PSE suivantes sont toutes à chiffrer OBLIGATOIREMENT :

- PSE N°15.01 : Aménagement de l'unité 3 Lits
- PSE N°15.02 : Aménagements des circulations RdC et R+1
- PSE N°15.03 : Fauteuils acoustiques